

Un autre récit des accords de Munich

<https://www.monde-diplomatique.fr/2018/10/GORODETSKY/59133>

Il y a quatre-vingts ans, deux démocraties, la France et le Royaume-Uni, abandonnent la Tchécoslovaquie à l'Allemagne nazie. Au fil des décennies, cet accord est éclipsé par le pacte germano-soviétique, une entente présentée comme naturelle entre deux totalitarismes. C'est oublier que Paris et Londres, aveuglés par leur souci d'isoler Moscou, l'ont poussé à s'entendre avec Berlin, précipitant ainsi la guerre.

En 1839, le marquis Astolphe de Custine, dont la famille avait péri sous la guillotine, s'en alla chercher du réconfort dans la Russie autocratique. Mais il revint à Paris dégoûté et convaincu que les Russes étaient « des Chinois se faisant passer pour des Européens ». Un siècle plus tard, au sortir d'un déjeuner à l'élégante résidence de l'ambassadeur d'Union soviétique à Londres, Harold Nicolson, écrivain et diplomate britannique de renom, eut le sentiment qu'« il y avait dans tout cela quelque chose de terriblement familier... Ils jouaient à être européens. Ils sont devenus orientaux ».

À l'époque, comme aujourd'hui, les relations entre l'Occident et la Russie étaient régies par des idées préconçues et profondément enracinées qui ont alimenté une méfiance réciproque, conduisant à isoler la Russie et à l'exclure de l'Europe. Il y a quatre-vingts ans, de telles perceptions, renforcées par un héritage de rivalités impériales, ont contribué à la tenue de la calamiteuse conférence de Munich, qui, le 30 septembre 1938, sacrifia la Tchécoslovaquie dans l'espoir d'apaiser Adolf Hitler. Son dommage collatéral fut le pacte de non-agression germano-soviétique, qui, signé par les ministres des affaires étrangères Joachim von Ribbentrop et Viatcheslav Molotov, servit de prélude au déclenchement de la seconde guerre mondiale (1). Des décennies d'historiographie révisionniste ont disculpé les « coupables (2) » aux commandes du Royaume-Uni, minimisé leur russophobie traditionnelle et leur parti pris idéologique, tout en exagérant les « contraintes objectives » sous-tendant les politiques britannique et française. Remarquable fut l'absence d'analyse d'une autre solution viable à travers une collaboration avec l'Union soviétique.

Tout juste un mois après l'accord de Munich, le premier ministre britannique Neville Chamberlain, avocat de l'apaisement avec l'Allemagne, confia au roi George VI qu'il était « significatif que ni la France ni la Russie ne se soient mutuellement posé des questions pendant la crise ». Le premier ministre considérait qu'il valait mieux laisser les Soviétiques à l'écart. Dans une lettre à sa sœur, il se fit fort de résister aux pressions qu'exercerait Winston Churchill pour « conclure une grande alliance contre l'Allemagne » : « Heureusement, je suis d'un naturel extrêmement obstiné et je refuse de changer. »

Discussions « sabotées »

Malgré son évidente prédilection pour l'idéologie, Joseph Staline menait une politique étrangère hautement pragmatique et rationnelle, fondée sur les rapports de forces et

les sphères d'influence. L'historiographie de la conférence de Munich a délibérément passé sous silence les efforts intenses de la diplomatie soviétique pour contrecarrer les actes belligérants de Hitler au cours des cinq années précédentes.

À l'automne 1932, le ministre des affaires étrangères, Maxime Litvinov, avertissait Staline que l'Allemagne de Weimar était « en phase terminale » et que les avancées du nazisme rendraient nécessaire une volte-face radicale dans les relations de Moscou avec le Royaume-Uni et la France. En 1934, ce revirement fut bien accueilli par le ministre des affaires étrangères français, Louis Barthou, et il permit l'entrée de l'Union soviétique à la Société des nations (SDN). En mai 1935, la France signa avec l'Union soviétique un traité d'assistance mutuelle, suivi d'un accord semblable entre l'URSS et la Tchécoslovaquie. Il existait cependant entre ces deux textes — par ailleurs identiques — une différence significative, qui allait leur retirer toute efficacité en 1938 : le président de la Tchécoslovaquie, Edvard Beneš, avait insisté pour que figure dans le traité qu'il avait signé une clause conditionnant toute assistance de l'Union soviétique à une intervention préalable de la France. La position française était ainsi devenue cruciale en 1938 : faute d'assistance, la Tchécoslovaquie se retrouverait seule face à l'Allemagne.

La lune de miel avec Moscou se révéla éphémère quand, le 9 octobre 1934, à Marseille, Barthou fut assassiné en même temps que le roi de Yougoslavie Alexandre Ier et remplacé par Pierre Laval, moins bien disposé à l'égard des Russes au cours des quatre années suivantes. En France, la montée des conflits sociaux tout au long des années 1930 fit craindre à Moscou un virage à droite progressif des élites, voire leur conversion au fascisme.

De même, l'ambassadeur soviétique à Londres, Ivan Maïski, alla de frustration en frustration, de 1934 à 1936, en tentant vainement de battre en brèche l'hostilité britannique. Un accord franco-germano-britannique « aux dépens de la Russie » semblait se dessiner. Presque deux années d'efforts frénétiques pour donner de la substance au traité franco-soviétique ne produisirent aucun résultat. Staline essaya de changer de braquet, mais ses ouvertures diplomatiques précipitées et clandestines en direction de Berlin afin d'anticiper la politique britannique d'apaisement n'eurent aucun écho.

En mai 1937, la nomination de Chamberlain à la tête du gouvernement britannique coïncida avec la Grande Terreur à Moscou. La politique étrangère soviétique resta cependant stable, et, en juillet 1937, Maïski assura à Chamberlain que son pays ne poursuivait aucun dessein idéologique d'utiliser la crise internationale pour imposer « un système communiste ou autre » où que ce soit en Europe. Peine perdue. À l'issue de l'entretien, le premier ministre se déclara convaincu que, « de manière subreptice et par la ruse, les Russes tiraient les ficelles dans les coulisses pour nous entraîner dans une guerre avec l'Allemagne », une guerre qui, pour la majorité des conservateurs, aurait pour résultat une expansion du communisme. Insensible aux avertissements de voix plus raisonnables, Chamberlain préféra suivre sa propre boussole émotionnelle. « J'avoue que j'ai la plus profonde méfiance à l'égard de la Russie », écrivit-il à sa sœur, et il ajouta : « Je ne crois pas une seconde qu'elle soit capable de mener une offensive efficace, même si elle le voulait. » Un ton probablement fort différent de celui utilisé dans ses relations avec Hitler...

En février 1938, la démission d'Anthony Eden de son poste de ministre des affaires étrangères n'arrangea pas les choses. Le comportement de dilettante de son successeur, Edward Frederick Lindley Wood (lord Halifax), dans la conduite de la diplomatie permit à Chamberlain de court-circuiter le Foreign Office et de s'appuyer sur ses propres conseillers. La position soviétique fut encore plus ébranlée par la réaction particulièrement mesurée de Londres à l'annexion de l'Autriche par Hitler, le 12 mars 1938. « Extrêmement pessimiste », Maïski craignait que Chamberlain — qu'il pensait guidé exclusivement par ses penchants idéologiques — ne « jette par-dessus bord » la SDN et ne tente de ressusciter l'accord quadripartite de 1933 (3) « excluant l'Union soviétique ».

À Genève, cependant, Litvinov continua à explorer la possibilité de reconstituer une coalition antinazie à partir de la SDN. Mais quand, en avril 1938, il rencontra Léon Blum, redevenu président du Conseil français, il se trouva face à un homme qui n'était pas assuré de son avenir. Litvinov câbla à Staline que Blum lui avait donné « une impression de fatigue et de fatalisme d'outre-tombe ». Quant aux discussions militaires franco-soviétiques, qui avaient constamment été reportées par les Français, le chef du gouvernement reconnut qu'elles étaient en train d'être « sabotées », non seulement par les généraux, mais aussi par Édouard Daladier, son puissant ministre de la défense, qui le remplaça peu après en s'alliant avec la droite.

Le sommet franco-britannique tenu à Londres les 28 et 29 avril mit en évidence l'attitude hégémonique de la puissance invitante. Le plaidoyer de Daladier en faveur d'une vigoureuse résistance à Hitler en Tchécoslovaquie, avec l'aide soviétique si nécessaire, fut sèchement récusé en privé par le sous-secrétaire d'État Alexander Cadogan, qui le qualifia de « très belle mais épouvantable ineptie ». Lors de la visite du roi George VI à Paris, Halifax raya en quelque sorte la Tchécoslovaquie de la carte en la présentant comme un État artificiel et en disant à ses interlocuteurs français qu'il la jugeait incapable tant de se défendre elle-même que de recevoir une assistance de l'extérieur. À Londres, dans ses conversations à cœur ouvert, Maïski fit état de l'existence en Russie d'un « mouvement naissant vers l'isolement » imputable à l'habitude de l'Occident de tenir son pays à bonne distance. L'ambassadeur promit cependant que, dans l'hypothèse où la France et le Royaume-Uni viendraient au secours de la Tchécoslovaquie en cas d'invasion de la région des Sudètes par l'Allemagne, la Russie se mettrait dans ce qu'il appela « notre camp ». Mais, dans le même souffle, Litvinov faisait le constat amer que, sans l'aide des Occidentaux, « il était difficilement envisageable de faire quoi que ce soit de substantiel alors qu'ils ne jugeaient pas nécessaire de rechercher notre appui. Ils nous ignorent et ils décident entre eux de tout ce qui a trait au conflit germano-tchécoslovaque ».

À Paris, Georges Bonnet, le nouveau ministre des affaires étrangères, pensait que l'unique désir de la Russie était de « fomenté une guerre générale dans les eaux troubles où elle ira à la pêche ». Le 2 septembre 1938, pour la préparation de l'assemblée générale de la SDN, Litvinov convoqua Jean Payart, chargé d'affaires français à Moscou. Afin de lever les incertitudes sur la position soviétique, il lui demanda de faire savoir à Bonnet que, pourvu que la France remplisse ses obligations, « l'URSS s'était également engagée à remplir les siennes en application du pacte tchéco-soviétique ». Il insista aussi pour la tenue immédiate de négociations militaires entre des représentants des forces armées soviétiques,

françaises et tchécoslovaques, et pour l'inscription de la crise à l'ordre du jour de l'assemblée générale. Les conclusions sans équivoque que Maïski tira de ces conversations sont particulièrement éclairantes pour les historiens : « Nous sommes disposés à apporter une assistance armée à la Tchécoslovaquie si les autres sont prêts à faire leur devoir. Seront-ils à la hauteur des exigences de ce moment historique particulièrement grave ? »

Conscient du scepticisme de sa hiérarchie au Quai d'Orsay, Payart minimisa la portée du message et suggéra cyniquement que le ministre soviétique savait pertinemment que la Russie ne serait pas appelée à remplir ses obligations. Le 4 septembre, Maïski, dépité de n'avoir pas eu de réponse de la France, se rendit dans la résidence de campagne de Churchill. Il lui dévoila « en détail » le contenu de la déclaration de Litvinov à Payart et l'incita à transmettre cette information à Halifax. La réponse arriva le 7 septembre sous la forme d'un ballon d'essai lancé par The Times au nom du cabinet restreint britannique. Celui-ci conseillait vivement au gouvernement de Prague de céder à l'Allemagne la région des Sudètes, dans la mesure où « les avantages qu'en tirerait une Tchécoslovaquie devenue un État homogène l'emporteraient sur les évidents désavantages de la perte des districts frontaliers allemands des Sudètes ». Le 8 septembre, remuant le couteau dans la plaie, Halifax convoqua Maïski afin qu'il fasse savoir à Litvinov que, à son vif regret, et compte tenu de la menace d'une crise en Tchécoslovaquie, sa présence n'était pas souhaitée à Genève. Halifax était soucieux de ne pas provoquer Hitler en dialoguant avec les « rouges ».

Route barrée pour l'Armée rouge

La session de la SDN — moralement discréditée pour avoir pratiquement ignoré la crise tchèque — coïncida avec l'annonce par Chamberlain, dans la soirée du 14 septembre, de sa décision de rencontrer Hitler à Berchtesgaden. Ce qui allait conduire à la conférence de Munich. Litvinov ne put que laisser libre cours à sa frustration dans un discours enflammé où il réitérait l'engagement soviétique. Il terminait par un avertissement prémonitoire : la « capitulation » franco-britannique ne pourrait qu'avoir d'« incalculables et désastreuses conséquences ». Sa demande d'une réunion d'urgence, à Paris ou à Londres, d'experts militaires des trois pays fut écartée d'un revers de main par le Foreign Office au motif qu'elle avait « peu d'utilité », dans la mesure où elle ne pouvait manquer de « provoquer l'Allemagne à coup sûr ».

Pendant ce temps, entre le 21 et le 23 septembre, l'Armée rouge mobilisait et déployait des forces considérables dans les districts militaires spéciaux de Kiev et de Biélorussie. Environ soixante divisions d'infanterie, seize divisions de cavalerie, six corps de chars et dix-sept brigades aériennes furent positionnés sur la frontière occidentale de l'Union soviétique. En l'absence d'une frontière commune aux deux pays, les deux itinéraires possibles pour que la Russie vienne prêter main-forte à la Tchécoslovaquie traversaient la Roumanie et la Pologne. Alors que le gouvernement roumain avait donné aux Russes un accord tacite de survol de son territoire, la France ne fit rien pour persuader son vieil allié, la Pologne, de permettre au gros de l'Armée rouge d'emprunter l'itinéraire de loin le plus accessible.

L'attitude de Chamberlain à l'égard de la Tchécoslovaquie se manifesta spectaculairement dans son intervention à la British Broadcasting Corporation (BBC) le 27 septembre 1938. « Il est vraiment horrible, fantastique et incroyable, dit-il à ses auditeurs, d'essayer ici des masques à gaz à cause d'un conflit dans un pays lointain entre des gens dont nous ne savons rien. » Sans surprise, il annonça le lendemain au Parlement son intention de répondre favorablement à l'invitation de Hitler à participer à une rencontre au sommet à Munich. Alors que Chamberlain volait vers l'Allemagne, Halifax convoqua Maïski et lui présenta ses excuses « pour ne pas avoir soulevé la question de l'envoi d'une invitation à l'URSS parce que, premièrement, les délais étaient terriblement courts, sans une minute à perdre, et, deuxièmement — et c'était le plus important —, il savait à l'avance quelle serait la réponse de Hitler. La dernière chance de sauver la paix ne pouvait pas être gaspillée à cause d'une querelle sur la composition de la conférence ».

Gabriel Gorodetsky

Historien, professeur émérite à l'All Souls College, université d'Oxford, a établi l'édition du Journal (1932-1943) d'Ivan Maïski, Les Belles Lettres, Paris, 2017.

(1) Lire « Les dessous du pacte germano-soviétique », Le Monde diplomatique, juillet 1997.

(2) NDLR : Guilty Men (« Les coupables ») est le titre d'un livre publié à Londres en juillet 1940 par un auteur camouflé sous le pseudonyme de Cato. Il dénonçait quinze dirigeants britanniques, dont le premier ministre Neville Chamberlain, coupables de complaisance envers Hitler et de sous-équipement des forces armées.

(3) NDLR : accord signé à Rome le 7 juin 1933 par l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.